

## La propriété intellectuelle au Brésil : Comment protéger ses innovations ?



Edition 03 – 07 avril 2026

**Auteurs : Cristiane Stainsack Brau et Louis Lozouet**

Troisième article d'une série de cinq articles sur le système Brésilien de soutien à la science, technologie, à la recherche & développement (R&D) et à l'innovation (RD&I). Le premier article peut être consulté [ici](#), et le deuxième [ici](#). Le présent article a pour objectif de présenter un résumé du système brésilien de la propriété intellectuelle, outil de protection des actifs immatériels d'une importance fondamentale pour le développement des industries de base technologique.

### **1. La propriété intellectuelle (PI) : outil de valorisation de la R&D**

Comme indiqué dans les deux articles précédents, le Brésil a renforcé son écosystème d'innovation par le biais d'importantes réformes réglementaires au cours des 20 dernières années, visant à revitaliser et moderniser les mécanismes juridiques d'incitation et de soutien à la R&D.

Par ailleurs, le Brésil se distingue aujourd'hui comme l'un des marchés les plus attractifs et dynamiques au monde dans plusieurs secteurs économiques clés. Classé comme 10<sup>ème</sup> économie mondiale, avec un PIB nominal estimé à USD 2.200 milliards en 2024, représentant environ 2% du PIB mondial, le Brésil se distingue dans le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) avec un marché évalué à USD 96 milliards en 2023, ainsi que dans le secteur pharmaceutique évalué à USD 32 milliards en 2023. Dans le secteur agroalimentaire, le Brésil est classé comme 1<sup>er</sup> producteur et exportateur mondial de soja, café et sucre, entre autres, et se distingue également dans le secteur des énergies renouvelables et biocarburants.

Les secteurs productifs au Brésil comme l'agriculture, l'industrie et les services sont fortement dépendants des innovations technologiques pour assurer une bonne performance et être plus compétitifs sur marché. Les innovations peuvent être appliquées aux processus d'automatisation (l'IA, objets connectés), la recherche avancée dans la biodiversité, l'agriculture, la santé et d'autres. Pour cela, l'expansion et le dynamisme de start-ups particulièrement dédiés à Agtech, healthtech, biotech/bioéconomie, fintech sont en forte croissance au Brésil où l'innovation est primordiale et, par conséquent, les droits de PI sont essentiels pour garder un avantage concurrentiel.

En ce sens, la viabilité d'un projet national d'incitation à la R&D dépend, outre les réformes réglementaires et structurelles susmentionnées, d'un système efficace de protection juridique de la PI, véritable outil de valorisation de la R&D et de promotion de l'innovation.

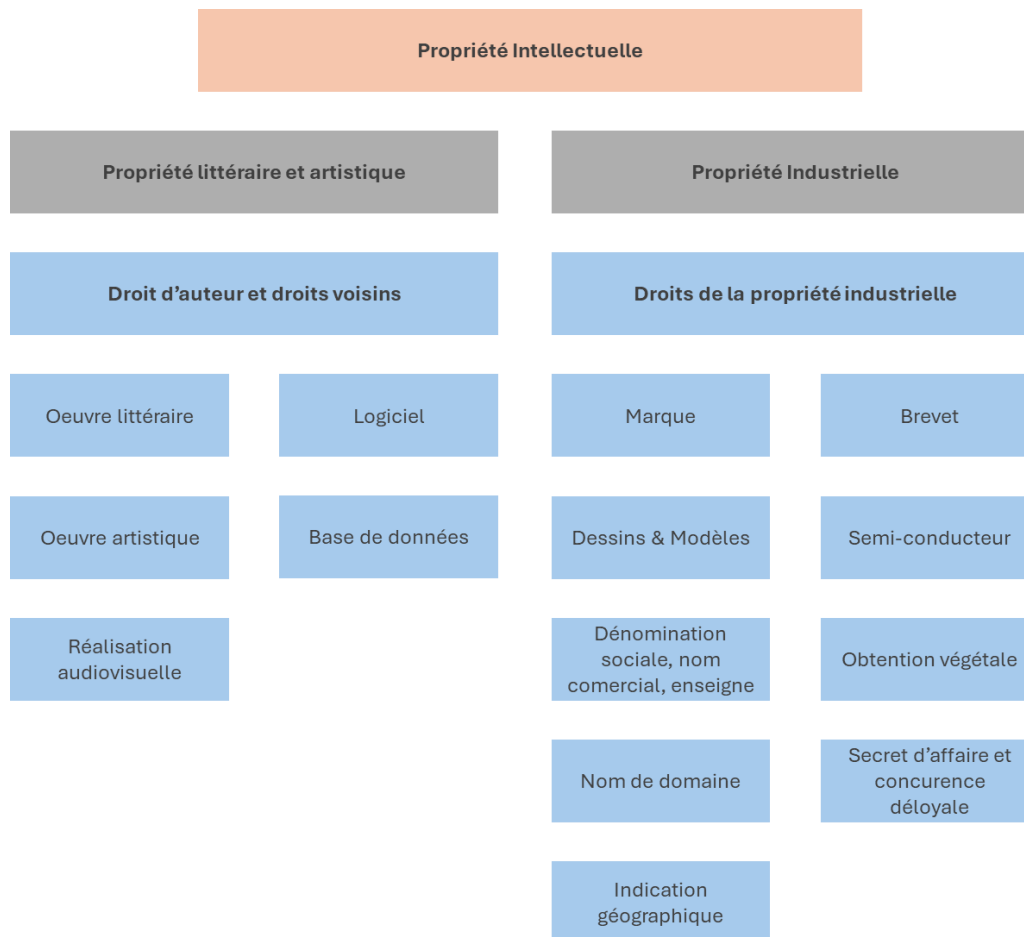
Mais **qu'est-ce que la PI, exactement ?** Son importance est fréquemment soulignée, mais cet outil reste encore relativement méconnu comme un actif important pour une entreprise. En termes simples, il s'agit de l'ensemble des droits sur les créations issues du savoir humain. Son principal objectif étant celui d'octroyer l'exclusivité de la valorisation économique du savoir, garantissant à ses titulaires le droit de percevoir, pendant une période déterminée et dans une zone géographique spécifique, une rémunération pour leur création.

La propriété intellectuelle au Brésil :  
Comment protéger ses innovations ?



Edition 03 – 07 avril 2026

Fig. 1 – Principales modalités de protection de la propriété intellectuelle



Source : L. Lozouet, 2026

Les modalités de protection de la PI utilisées le plus fréquemment sont les suivantes : (i) les **brevets**, qui établissent des droits de propriété sur les inventions technologiques et les modèles d'utilité ; (ii) les **marques**, qui confèrent des droits de propriété sur les signes distinctifs permettant d'identifier exclusivement les produits et/ou services d'une personne physique ou morale ; (iii) les **secrets d'affaires**, qui concernent des informations à valeur commerciale que les entreprises ont intérêt à conserver la confidentialité ; et (iv) les **droits d'auteur**, qui garantissent les droits de propriété des auteurs, artistes et compositeurs.

S'agissant des brevets, cet instrument de protection garantit à son titulaire le privilège d'exploiter une technologie dans le pays où la demande de brevet a été déposée et, simultanément, le droit d'empêcher les tiers de l'exploiter sans son autorisation.

## La propriété intellectuelle au Brésil : Comment protéger ses innovations ?



Edition 03 – 07 avril 2026

Le recours au système des brevets contribue à accroître l'efficacité des investissements en R&D, car l'octroi du droit d'exclusivité permet au titulaire du brevet d'obtenir un retour financier sur les investissements consacrés aux activités intellectuelles et productives ayant conduit à l'invention. Il s'agit d'un outil permettant donc de garantir la poursuite des activités de R&D génératrices d'innovations, stimulant ainsi de nouveaux investissements dans divers secteurs technologiques.

Les avantages de la protection par les brevets peuvent être résumés comme suit :<sup>1</sup>

- **Accès au marché** : valorisation des résultats de la R&D ; Obtention de la liberté de commercialisation et réduction du risque de violation des droits de PI de tiers ; Protection de l'invention contre des potentiels contrefacteurs (instrument juridique pour intenter une action en justice et exercer ses droits de PI) ; Pouvoir de négociation ; Renforcement de l'image de la société en tant que société innovante du moins d'un point de vue technologique.
- **Négociation** : participation à l'élaboration de normes industrielles ; Outil d'encouragement de la coopération R&D entre secteurs privé et public, le codéveloppement ou la création de nouvelles entreprises ; Exploitation d'une technologie sur de nouveaux marchés ; Outil de monétisation d'un portefeuille brevets (p.ex. : licences, cessions et *joint ventures*).
- **Investissement** : l'usage du brevet permet l'attrait d'investisseurs et d'accroître la valeur de l'entreprise, améliorer les chances de succès des introductions en bourse et obtenir des financements en capital-risque ; Obtention de prêts et accès à des mécanismes de financement de l'innovation, de bénéficier d'incitations fiscales à l'innovation et de stimuler l'investissement privé en technologie.
- **Valeur stratégique** : outil de création et de gestion de portefeuilles de projets de R&D, et de valorisation de connaissances existantes ; L'usage du brevet permet aussi de stimuler le développement de nouvelles technologies ou l'amélioration des technologies existantes, d'instaurer une culture de l'innovation au sein de l'entreprise, de renforcer un avantage concurrentiel : leadership commercial et technologique, de se démarquer de la concurrence ; L'intelligence technologique qui découle des brevets conduit à l'éventuelle identification de concurrents et niches de marché potentielles (par exemple, par le biais de cartographies technologiques ou « *patent landscapes* »), ainsi qu'au soutien du développement de nouvelles activités d'affaires.

Dans ce contexte, il semble nécessaire d'utiliser d'avantage et mieux le système brésilien de la PI.

<sup>1</sup> <https://www.4ipcouncil.com/>

## La propriété intellectuelle au Brésil : Comment protéger ses innovations ?



Edition 03 – 07 avril 2026

### 2. Panorama de la PI au Brésil : améliorations récentes

Selon les résultats du U.S. *Chamber's International IP Index, 2025*, le Brésil occupe la 34<sup>ème</sup> position sur un ensemble de 55 pays en ce qui concerne la robustesse et le développement de sa politique nationale et structure de PI, ainsi que la 13<sup>ème</sup> position pour l'efficacité de son système de PI. Le Brésil a également un score de 46,23% dans l'évaluation comparative des politiques de PI.<sup>2</sup>

L'International IP Index, 2025, a également retenu comme points positifs de la politique PI du Brésil les résultats de l'« Opération Copyright » et de l'« Opération 404 contre la contrefaçon » relatives aux actions d'inspection de la police brésilienne contre les violations aux droits d'auteur, ainsi que l'adhésion du Brésil au Protocole de Madrid pour la protection de la marque internationale et l'Arrangement de la Haye concernant l'enregistrement du dessin & modèle international.

Ces résultats reflètent dans une certaine mesure l'utilisation plus accrue du système brésilien de la PI, notamment en ce qui concerne les changements et améliorations mises en place par l'Institut National de la Propriété Industrielle (INPI) brésilien.

En ce sens, il est important de mentionner que l'INPI brésilien a mis en place une réforme structurelle importante en 2021 et un certain nombre d'initiatives visant à le placer parmi les principaux instituts au monde. Par exemple, l'INPI a mis fin au *backlog* des demandes de brevets et réduit significativement la durée de délivrance de demandes de marques et brevets. Ces initiatives indiquent que le système national de PI s'améliore pour venir enfin relever le défi de jouer son rôle déterminant dans l'obtention des droits de PI au Brésil.

Parmi les 20 plus grands instituts au monde, l'INPI Brésilien occupe la 11<sup>ème</sup> place en termes de dépôts de demandes de brevets (environ 25.000 demandes de brevets déposées au Brésil en 2024).<sup>3</sup> Compte tenu du fait que le Brésil représente un grand marché consommateur, 80% de ces demandes de brevets proviennent de l'étranger, c'est-à-dire, de sociétés étrangères souhaitant accéder de manière sécurisée le marché brésilien. En d'autres termes, avec un INPI plus efficace dans l'enregistrement des droits de PI, le Brésil est devenu une juridiction essentielle pour l'obtention des droits.

Par ailleurs, le Brésil est considéré depuis quelques années déjà comme une juridiction clé pour l'exercice des droits de PI en raison d'un système judiciaire spécialisé et un cadre juridique solide. L'exercice des droits de PI relève de la compétence des juridictions étatiques, contrairement aux actions en nullité qui sont intentées devant les tribunaux fédéraux. À cet effet, les tribunaux des États de Rio de Janeiro et de São Paulo traitent la grande majorité des actions en contrefaçon. Chacun de ces États dispose de tribunaux spécialisés dans les litiges commerciaux, notamment les chambres commerciales du tribunal de l'État de Rio de Janeiro en matière de contrefaçon de PI. Le tribunal fédéral de Rio de Janeiro comprend quant à lui des chambres spécialisées en PI qui traitent les actions en nullité de marques et brevets.

<sup>2</sup> [https://www.uschamber.com/assets/documents/maps/lpindex\\_25/Brazil\\_IPIndex-2025.pdf](https://www.uschamber.com/assets/documents/maps/lpindex_25/Brazil_IPIndex-2025.pdf)

<sup>3</sup> <https://www3.wipo.int/ipstats/key-search/indicator>

## La propriété intellectuelle au Brésil : Comment protéger ses innovations ?



Edition 03 – 07 avril 2026

Le système judiciaire brésilien occupe également une place importante dans les litiges internationaux en matière de brevets dans la mesure où il est favorable aux injonctions préliminaires. En ce sens, la loi brésilienne sur les brevets (loi n° 9.279/1996) et le Code de procédure civile (loi n° 13.105/2015) prévoient tous deux des mécanismes efficaces pour l'obtention d'injonctions provisoires. Pour qu'une telle injonction soit accordée, le titulaire de droit doit démontrer la probabilité de contrefaçon et le risque de préjudice ou de dommage à l'issue du procès (préjudice irréparable ou dommage important si la contrefaçon se poursuit). Dans les actions en contrefaçon de brevet, cela se traduit par une ordonnance judiciaire immédiate visant à faire cesser la violation, rendue avec une rapidité remarquable, souvent en quelques semaines, voire quelques jours.

Enfin, le Brésil dispose d'un nouveau cadre juridique pour le prix de transfert.<sup>4</sup> En vigueur depuis le 01/01/2024, la loi n° 14.596/2023, dite « Novo Marco Legal para Preços de Transferência », a introduit un nouveau cadre légal pour les prix de transfert au Brésil, avec un impact significatif concernant les transactions impliquant des actifs incorporels, et plus précisément en matière de contrats de PI. Cette nouvelle loi a pour objectif de rapprocher le système brésilien de prix de transfert de la pratique internationale telle que recommandée par l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), éliminant ainsi des obstacles à une plus ample insertion du Brésil dans le commerce international tels que la détermination de prix artificiels et la double imposition.

Ce nouveau modèle de prix de transfert a eu un impact sur la déductibilité des redevances issues de contrats de PI : (i) La déductibilité des redevances (ainsi que le paiement des redevances à l'étranger entre parties liées), seront désormais soumises à l'analyse des risques et des fonctions associées au principe du « arm's length » ; (ii) La méthode (CUP) du prix comparable sur le marché libre est la principale méthode d'analyse du montant déductible, selon le principe du « arm's length » ; (iii) Suppression de la nécessité d'enregistrer les contrats auprès de l'Institut National de la Propriété Industrielle (INPI) à des fins fiscales pour la caractérisation des dépenses opérationnelles et leur déduction du montant du gain réel à titre d'impôt sur le revenu ; et (iv) Suppression des limites de déductibilité de 1 à 5% du revenu brut du produit fabriqué ou vendu sous une marque, un brevet ou soumis à une assistance technique, entre autres, telles qu'établies par l'Ordonnance 436/58, du 30/12/1958, de l'Autorité Fiscale Brésilienne, ladite limitation étant désormais calculée selon le principe de Pleine Concurrence.

Ces nouvelles règles font suite aux nouvelles mesures prises par la Loi 14.286/2021, dite « Novo Marco Legal do Câmbio », en vigueur depuis le 30/12/2022,<sup>5</sup> qui ont eu, quant à elles, un impact direct sur le montant des redevances payées à l'étranger au titre de transactions relatives à des actifs incorporels, plus précisément : (i) Elimination de la limite de 1 à 5% des redevances payées à l'étranger dans le cadre de transactions relatives à des actifs de PI entre parties liées telle que pratiquée depuis 1958 ; et (ii) Suppression de l'obligation d'enregistrement des transactions relatives à des actifs de PI auprès de l'INPI et de la Banque Centrale afin de pouvoir transférer le montant des redevances à l'étranger. Désormais, seule la preuve de paiement de l'impôt sur le revenu sera exigée.

<sup>4</sup> Pour de amples informations à ce sujet, veuillez consulter l'article de la Commission Juridique de la CCBF à ce sujet ([Bulletin Juridique 11 avril 2024 – Article n° 72](#))

<sup>5</sup> Voir note de bas de page n° 4

## La propriété intellectuelle au Brésil : Comment protéger ses innovations ?



Edition 03 – 07 avril 2026

Ainsi, comme indiqué précédemment, le système brésilien de la PI offre désormais à tout acteur économique souhaitant accéder le marché brésilien de manière sécurisée, plus de sécurité juridique en ce qui concerne l'obtention et l'exercice des droits de PI, ainsi que la possibilité d'obtenir un retour sur investissement plus élevé grâce aux nouvelles règles relatives au prix de transfert.

### Auteurs :

#### **Cristiane STAINSACK-BRAU, Phd.**

Consultante et enseignante en management de l'innovation, coordinatrice de la Commission d'Innovation & Technologie de la CCBF.  
csbrau@yahoo.fr

#### **Louis LOZOUET**

Avocat en droit de la propriété intellectuelle  
Associé – Venturini IP  
louis.lozouet@venturini-ip.com

*Les informations contenues dans cet article n'engagent que ses auteurs. Le rôle de la Commission d'innovation et Technologie de la CCBF se limite à la divulgation des productions intellectuelles de ses membres, n'exerçant aucun contrôle sur le fond du sujet.*